

La Société d'Économie Politique et de Pensée Critique de l'Amérique Latine (SEPLA) condamne catégoriquement le coup d'État en Bolivie

Face à la résistance contre le néolibéralisme et le capitalisme dans Notre Amérique, un coup honteux a culminé aujourd'hui contre le gouvernement du président Evo Morales et de son vice-président Álvaro García Linera, réélu démocratiquement au premier tour, au vote majoritaire du peuple bolivien. Avec le soutien du principal candidat défait, Carlos Mesa, avec le soutien des États-Unis, avec le soutien des gouvernements des escrocs de droite dans la région et avec le soutien de l'OEA, une vague de violence a été déclenchée, une mobilisation et des menaces qui se sont manifestées hier avec l'incendie chantageur des maisons de parents des composantes du gouvernement et avec la menace de l'armée bolivienne de procéder à un coup d'État classique. Face à la violence ouverte, le président Evo Morales et ses compagnons ont décidé de démissionner de la présidence afin de garantir la sécurité de la population et de dénoncer ouvertement le coup d'État.

La Bolivie est confrontée à une guerre non conventionnelle, qui fait partie du nouveau corollaire de la politique étrangère des États-Unis d'Amérique à ce stade de l'offensive ouverte des classes dirigeantes envers les peuples du monde. Le coup d'État en Bolivie est capitaliste, raciste, misogyne et xénophobe. Ces objectifs: bloquer le processus de transformation sociale dans ce pays et veiller à ce que la région ne se dirige pas vers une nouvelle étape dans la résistance à la dernière reconfiguration capitaliste.

Le gouvernement du président Evo Morales, appuyé par une large masse sociale et populaire qui le soutient, a reconnu le multiculturalisme de la société bolivienne, ainsi que la construction et la consolidation de l'État plurinational autonome et souverain. Il a renforcé l'expansion de la participation sociale et populaire de la majorité autochtone de sa population, en élargissant la démocratie sociale et économique et en inversant le racisme et la discrimination sociale auxquels elle a été reléguée pendant 500 ans. En trois lustres à peine, le gouvernement indien a réussi à inverser l'injustice sociale, en réduisant l'indice d'inégalité dans la répartition du revenu, et la Bolivie a enregistré la plus forte croissance économique de la région ces dernières années.

Nous appelons à la solidarité urgente avec le peuple bolivien et à la condamnation la plus profonde du coup d'État en Bolivie.

Nous reviendrons. Nous reviendrons et nous serons des millions! (Tupac Katári)

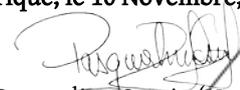
Notre Amérique, le 10 Novembre, 2019



Camille Chalmers (Haïti)



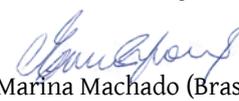
Julio Gambina (Argentine)



Pasqualina Curcio (Venezuela)



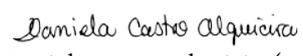
Antonio Elias (Uruguay)



Marina Machado (Brésil)



Carolina Jimenez Acain
Carolina Jimenez (Colombie)



Daniela Castro-Alquicira (Mexique)



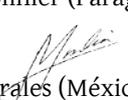
Lila Molinier (Paraguay)



Rodrigo Alonso (Uruguay)



Consuelo Silva Flores (Chili)



Josefina Morales (Mexique)



Rodrigo E. S. Borges (Brésil)